

Philip Mirowski : «L'après ne sera pas favorable à une société de gauche, mais à une accélération des mesures néolibérales»

liberation.fr/debats/2020/04/28/l-apres-ne-sera-pas-favorable-a-une-societe-de-gauche-mais-a-une-acceleration-des-mesures-neoliberal 1786730

28 avril
2020



Le monde d'après le confinement sera-t-il celui d'hier ou de demain ? D'un côté, les partisans de l'écologie militent pour une relance verte, sobre, centrée sur les besoins essentiels. De l'autre, les industries se préparent à mettre les bouchées doubles pour combler le retard, annoncent qu'il va falloir travailler plus et demandent des subventions colossales. Aux Etats-Unis, alors même que 26 millions d'Américains ont perdu leur emploi en quatre semaines, la fortune cumulée des milliardaires a augmenté de 308 milliards de dollars. Un coup d'œil dans le rétroviseur ne laisse que peu de place à l'optimisme : après la crise des subprimes de 2008, les financements ont été pour les entreprises, et l'austérité pour les particuliers. Rien de plus normal, selon l'historien américain Philip Mirowski : en étudiant la crise de 2008, il a observé que les néolibéraux étaient mieux organisés que la gauche, ce qui leur a permis de tirer un meilleur parti de la crise. Le philosophe de la pensée économique, professeur à l'université Notre-Dame-du-Lac (Indiana), qui ferraille depuis plus de deux décennies contre les néolibéraux,

souligne que si la réponse à un moment de crise peut être une augmentation temporaire de la solidarité, ce n'est qu'un progrès en trompe-l'œil. Dans son livre *Never Let a Serious Crisis Go to Waste* (Verso, 2013, non traduit), il explique que les crises focalisent notre attention sur des problèmes urgents de court terme à gérer, permettant aux néolibéraux mieux organisés de mettre en place le modèle de société qu'ils souhaitent : un marché moins régulé, devenu une institution autonome.

Le modèle néolibéral, qui a affaibli les systèmes sanitaires nécessaires pour affronter un virus, est aujourd'hui sévèrement critiqué. Pensez-vous que cela annonce une reprise sur un modèle différent ?

Je pense que la gauche se fait aujourd'hui rouler en croyant cela, de la même manière qu'elle s'est fait rouler en 2008. L'après ne sera pas favorable au modèle de société de la gauche, mais plutôt à une accélération des mesures néolibérales. Cet épisode mènera, selon moi, à un moment de stabilisation ploutocratique : un très petit groupe de gens va s'accaparer un immense pouvoir. Le contrecoup sera encore plus rude cette fois, pour plusieurs raisons. D'abord, les retombées de cette crise risquent d'être plus importantes : on voit se profiler une récession comparable à celle de la Grande Dépression. Il faut ajouter à cela le fait que la situation est actuellement gérée par des profiteurs qui vont chercher à s'appropriier le plus de ressources possible.

C'est ce que montre le Fonds de stabilisation des échanges [*Exchange Stabilization Fund*, *ndlr*], une réserve de 500 milliards de dollars destinée à sauver l'économie américaine. Il est contrôlé par Steven T. Mnuchin (un loup de Wall Street empêtré dans divers scandales financiers) puisque ce dernier est secrétaire au Trésor. C'est ce genre de personne qui va réutiliser l'argent libéré par la Banque centrale pour réorganiser l'économie à sa guise. Si Mnuchin pouvait avoir des doutes sur ce qu'il faisait en 2008 - il faisait alors partie de Goldman Sachs -, il est évident qu'il est aujourd'hui parfaitement conscient de l'appropriation illégale qu'il commet.

Ces dérives seraient vite dénoncées par le monde politique !

La réaction politique sera elle aussi bien pire qu'en 2008, car il y aura cette fois une tonalité populiste et nationaliste plus prononcée. Certes, la gauche peut se raconter des belles histoires, se dire que la crise nous rapproche, nous apprend à travailler ensemble, etc. Mais ce n'est pas le cas ! Les gens vont simplement apprendre qu'ils détestent leur voisin. C'est déjà ce qu'il se passe aux Etats-Unis comme en Europe : l'Union européenne n'a pas aidé l'Italie alors que c'était le geste le plus facile à faire. Quelle réaction va-t-elle avoir quand la situation sera encore dégradée ? A vrai dire, je me sens comme le coyote dans le cartoon, qui est suspendu dans les airs un bref instant avant de chuter à pic !

Mais pourquoi la pensée néolibérale serait-elle plus à même de tirer profit d'une crise ?

Dans mon livre *Never Let a Serious Crisis Go to Waste*, j'expliquais qu'il existe un collectif de la pensée néolibérale qui s'est préparé à répondre à des crises, qui sait comment en prendre avantage. Pendant que la gauche est restée apathique, les néolibéraux, eux, ont

tiré les enseignements de 2008 pour savoir comment transformer une crise en une bonne occasion. Je les écoute parler, et ils sont aujourd'hui ouvertement triomphants : prenez Tyler Cowen, un des principaux économistes de la George-Mason University, qui a annoncé récemment la mort de «la gauche progressiste» et de l'idée de partager les richesses ou d'accueillir les migrants. L'abdication de Bernie Sanders a été encore une bonne nouvelle pour eux : ils n'ont plus rien à craindre, désormais.

Ce qui est surprenant, et ce que les néolibéraux eux-mêmes n'avaient sans doute pas anticipé, c'est que cette crise a temporairement transformé le monde de la manière qu'ils désiraient. Prenons deux exemples.

Les néolibéraux ont toujours affirmé que la santé devait être privée, réservée à ceux qui auraient les moyens de l'acheter. Tyler Cowen le dit mot pour mot : pour encourager les labos à trouver un remède, il faudrait «*acheter le brevet du remède et gonfler son prix - le faire monter à des dizaines de milliards de dollars, si c'est nécessaire !*». Or se profile un monde où la FDA [*la Food and Drug Administration, qui régule le commerce des médicaments aux Etats-Unis, ndlr*] est encore plus affaiblie, et où l'industrie pharmaceutique a toute liberté pour faire ce qu'elle souhaite. Cela confirmera un principe néolibéral : le marché est une institution autonome, et la seule chose qui devrait déterminer ce qui fait le mérite d'un médicament, c'est de le mettre sur le marché et de voir s'il est vendu - et à quel prix.

Par ailleurs, les néolibéraux ont aussi toujours été hostiles à l'éducation pour tous. Ce confinement général, associé au fait de transférer l'éducation en ligne, fait exactement ce qu'ils souhaitaient : les étudiants sont très inégaux face à l'éducation à distance, certains sont dans de bonnes conditions pour étudier et peuvent se faire aider, d'autres non. Ainsi, seuls ceux qui ont le plus de moyens peuvent avoir accès à une éducation de bonne qualité.

Pensez-vous réellement que l'on peut parler d'un groupe politique cohérent, avec un programme et une vision homogène ?

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une sorte de conspiration. Mais il existe un groupe de personnes très reliées, organisées autour d'un certain nombre de think tanks. Si vous ne vous penchez pas sur ces structures sous-jacentes, il est difficile de comprendre combien ils interagissent, échangent des idées, découvrent qu'ils peuvent restructurer des lois grâce à des investissements appropriés.

Ils avaient déjà, avant que tout cela n'arrive, quelque chose qui ressemble à un programme concret. Cela va plus loin que ce que dit l'essayiste Naomi Klein dans *la Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre [Actes Sud, 2008]*, qui cite l'économiste néolibéral Milton Friedman se réjouissant de la tournure des événements, pour montrer que les néolibéraux tirent profit de la crise. Ils ne se contentent pas de cela : les néolibéraux peuvent s'appuyer sur un groupe de personnes qui va travailler de manière concrète sur une réponse de court terme à la crise, qui permettra de transformer la société.

Face à cela, la gauche américaine avance quelques idées générales, comme le Medicare For All [*«les soins pour tous»*], mis en avant par Bernie Sanders dans sa campagne, mais elle n'a aucun programme soigneusement mis au point pour tirer profit d'une pandémie.

Emmanuel Macron critiquait récemment le modèle de société qu'il s'appliquait pourtant à mettre en place, régi par un marché peu soucieux des enjeux écologiques. Il parlait d'une relance «décarbonée». Pourquoi ne pas croire à une relance écologique à la sortie de crise ?

Il ne faut pas s'imaginer que les néolibéraux ne croient pas au changement climatique. S'ils ont semé la confusion dans le débat après 2008, c'était simplement pour gagner du temps pour s'approprier les investissements écologistes - la géo-ingénierie, par exemple, qui devrait selon eux être laissée entre les mains des entreprises. Tant que la solution passe par le recours au privé, cela convient à une vision néolibérale de la société.

Une autre raison toute simple qui va à l'encontre de l'avènement d'un Green New Deal, c'est qu'une part de la crise à venir est liée à la chute du prix du baril de pétrole. Cela encourage une plus grande consommation d'hydrocarbures - c'est à l'opposé de l'idée de la taxe carbone, qui voulait réduire notre consommation en instaurant un coût rédhibitoire pour le consommateur.

Un marché encore moins régulé, une industrie pharmaceutique toujours plus forte et une accentuation du discours populiste : voilà le futur qui nous attend. Evidemment, dans un premier temps, on célébrera les élans de solidarité que l'on a eus, on mettra en avant un nationalisme rassurant. Mais, en sous-main, cette crise aura pérennisé un peu plus un système bien plus stratifié, où les gens reçoivent moins de soins et où la santé sera remise au domaine privé.

Nicolas Celnik